



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté,  
de la Légalité et de  
l'Environnement**

18 FEV. 2022

**Arrêté n°2022 -67 URG  
d'urgence au titre de l'article L.512-20 du code de l'environnement  
portant imposition de mesures immédiates prises à titre conservatoire suite à l'incendie du 31  
janvier 2022 sur le site de la société MUSCINESI BOUTEILLE RECYCLAGE à Vitrolles**

**VU** le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.512-20, R.512-69 et R.512-70 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 18 février 2015 portant enregistrement de l'exploitation par la société MUSCINESI BOUTEILLE RECYCLAGE à Vitrolles, d'une installation de stockage, démontage et découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, au titre de la rubrique 2712-1-b de la nomenclature des installations classées, notamment les articles 7.2.3 et 7.4.1 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17 février 2022, faisant suite à l'incendie survenu le 31 janvier 2022 et à la visite d'inspection en date du 3 février 2022 sur le site de la société MUSCINESI BOUTEILLE RECYCLAGE à Vitrolles ;

**CONSIDERANT** que l'incendie qui s'est déclaré le 31 janvier 2022 sur le site exploité par la société MUSCINESI BOUTEILLE RECYCLAGE, situé 41 Rue d'Athènes sur la commune de Vitrolles, a duré jusqu'au mercredi 2 février 2022 ;

**CONSIDERANT** qu'une reprise de feu a eu lieu le mercredi 2 février 2022 au soir ;

**CONSIDERANT** que des émulseurs ont pu être utilisés par les pompiers pour éteindre l'incendie ;

**CONSIDERANT** qu'en fonctionnement normal, les eaux susceptibles d'être polluées sont collectées, passent dans un séparateur à hydrocarbures et sont rejetées au milieu naturel par l'intermédiaire d'un bassin d'orage, conformément aux dispositions de l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

**CONSIDERANT** que les eaux d'extinction ont été retenues sur site et ont été pompées les 2 et 4 février 2022 ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de s'assurer de la bonne gestion des eaux d'extinction d'incendie ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de s'assurer du respect des capacités autorisées de déchets sur site ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de s'assurer du respect des prescriptions concernant les dispositifs de lutte contre l'incendie et de prévenir tout nouveau départ de feu ;

**CONSIDERANT** qu'en vertu de l'article L.512-20 du Code de l'environnement, le représentant de l'Etat peut prescrire, sans avis du CODERST en cas d'urgence, la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts de l'art L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,

## **ARRETE**

### **Article 1 : Respect des prescriptions**

La société MUSCINESI BOUTEILLE RECYCLAGE, exploitant une installation de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux, démontage et dépollution de véhicules hors d'usage, située 41 Rue d'Athènes sur la commune de Vitrolles est tenue de respecter, à la notification du présent, sauf dispositions contraires indiquées dans le présent arrêté, les dispositions du présent arrêté.

Ces dispositions sont prises sans préjudice des dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs.

### **Article 2 : Remise du rapport d'accident (R.512-69 du code de l'environnement)**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport d'accident sous 15 jours à compter de la date de notification du présent arrêté qui précise les circonstances et la chronologie de l'évènement (détail des moyens d'extinction d'incendie utilisés, approvisionnement en eau, capacité de rétention, etc), les causes et les conséquences de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire.

L'exploitant transmet ensuite à l'inspection des installations classées toute nouvelle information relative à l'accident, recueillie après la remise de ce rapport.

### **Article 3 : Gestion des eaux d'extinction d'incendie**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, sous 1 semaine à compter de la notification du présent arrêté :

- la quantité d'eau et/ou d'émulseur qui a été nécessaire à l'extinction de l'incendie ;
- les justificatifs d'évacuation en filière agréée des eaux pompées sur le site à l'issue de l'incendie ;
- la démonstration de l'adéquation entre la quantité d'eau (et émulseur le cas échéant) utilisée pour lutter contre l'incendie / la quantité pompée à des fins de traitement externe.

### **Article 4 : Moyens de lutte et de prévention contre l'incendie**

**4.1** – L'exploitant transmet dès notification du présent arrêté le dernier rapport de vérification de débit des poteaux incendie, et justifie de la présence effective de la réserve incendie, conformément aux dispositions respectives des articles 7.2.3 et 7.3.5 de l'arrêté préfectoral du 18 février 2015.

A défaut, l'exploitant met en place sous 1 semaine à compter de la date de notification du présent arrêté à titre provisoire une réserve d'eau d'une capacité minimale de 240 m<sup>3</sup> et permettant le raccordement direct aux services d'incendie et de secours.



**4.2** – L'exploitant réalise une analyse de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie avec l'étude de dangers de l'établissement. L'étude est transmise à l'Inspection et au SDIS sous 15 jours à compter de la date de notification du présent arrêté.

**Article 5 : Quantité de déchets présents sur site**

L'exploitant transmet sous 5 jours à compter de la date de notification du présent arrêté l'état des stocks de déchets présents sur site au moment de l'incident, et le bilan sur les 3 dernières années des capacités maximales présentes sur site pour chaque type de déchets..

**Article 6 : Gestion des déchets liés au sinistre**

L'exploitant procède dès notification du présent arrêté de mesure d'urgence :

- à l'évacuation de tous les déchets situés dans la zone incendiée dans des filières autorisées ;
- au nettoyage du séparateur à hydrocarbures, des réseaux et voies de circulation internes.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées sous 1 semaine à compter de la date de notification du présent arrêté les justificatifs associés (de façon non exhaustive : documents de transport, factures des tiers ayant pris en charge les déchets pour traitement...) des évacuations de ces déchets.

L'exploitant est tenu de tenir à jour le registre prévu par l'article R.541-43 du code de l'environnement dont le contenu est fixé par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.

**Article 7 : Sanctions**

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

**Article 8 :**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Marseille, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, selon l'article R421-2 du code de justice administrative.

Le recours contentieux pourra être réalisé soit par support papier, soit par voie dématérialisée par Télérecours ou Télérecours citoyen à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 9 :**

- Le secrétaire général de la Préfecture,
- Le sous-préfet d'Istres
- Le maire de Vitrolles,
- La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le

18 FEV. 2022

Pour le Préfet  
La Secrétaire Générale Adjointe



Anne LAYBOURNE